



**DIRECTION DE LA LOGISTIQUE PARLEMENTAIRE – DIVISION DE LA RESTAURATION ET
DE L'HÉBERGEMENT**

**MISE À DISPOSITION, MAINTENANCE ET
APPROVISIONNEMENT DE DISTRIBUTEURS DE
BOISSONS CHAUDES, DE BOISSONS FRAÎCHES ET
D'EN-CAS DANS LA ZONE COLBERT DU PALAIS
BOURBON ET AU SEIN DE L'IMMEUBLE OLYMPE DE
GOUGES**

Accord-cadre 25F088

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIÈRES**

(CCTP)

Commun aux lots 1 et 2

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 2 - PILOTAGE DES PRESTATIONS	3
2.1. Réunion de démarrage	3
2.2. Réunions semestrielles	3
2.3. Opérations de <i>reporting</i>	4
ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EXPLOITATION	4
3.1. Fluides	4
3.2. Redevance annuelle	4
ARTICLE 4 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX DISTRIBUTEURS	4
4.1. Nombre et emplacements des distributeurs	4
4.2. Usage des locaux mis à disposition	5
4.3. Conditions d'implantation	6
4.4. Usagers des distributeurs	6
4.5. Caractéristiques techniques des distributeurs	7
4.5.1. Esthétique	7
4.5.2. Normes et état	7
4.5.3. Fonctionnement	8
4.5.4. Moyens de paiement	8
4.6. Installation des distributeurs	8
4.7. Approvisionnement des appareils	9
4.8. Nettoyage et entretien	9
4.9. Maintenance et réparation	9
4.10. Déménagement	10
4.11. Retrait du matériel en cours d'exécution et en fin du marché	10
ARTICLE 5 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRODUITS VENDUS	11
5.1. Objectifs	11
5.2. Caractéristiques des produits vendus	11
5.3. Étiquetage	12
5.4. Hygiène et sécurité alimentaire	12
5.5. Dispositions relatives aux prix des produits	13
ARTICLE 6 - EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES	14
ANNEXE 1 A : LOCALISATION DES DISTRIBUTEURS DANS LA ZONE COLBERT AU PALAIS BOURBON (LOT 1)	16
ANNEXE 1 B : LOCALISATION DES DISTRIBUTEURS AU SEIN DE L'IMMEUBLE OLYMPE DE GOUGES (LOT 2)	16

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la mise à disposition, la maintenance et l'approvisionnement de distributeurs de boissons chaudes, de boissons fraîches et d'en-cas dans la zone Colbert du Palais Bourbon (lot n° 1) et au sein de l'immeuble Olympe de Gouges (lot n° 2).

L'ensemble des prestations attendues est détaillé dans le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord-cadre commun aux 2 lots.

ARTICLE 2 - PILOTAGE DES PRESTATIONS

Le pilotage de la prestation technique et le suivi de l'exécution de la prestation sont assurés par le représentant de la direction de la Logistique parlementaire désigné en application de l'article 3.1.1 du CCAP.

L'Assemblée nationale fournit au titulaire toutes informations, coordonnées et documentations nécessaires à l'accomplissement des prestations (ex : coordonnées des référents, organigramme).

Un interlocuteur unique est nommé par le titulaire afin de faciliter la transmission d'information auprès de la personne publique conformément à l'article 3.1.2 du CCAP.

2.1. Réunion de démarrage

Au démarrage des prestations, une réunion qui vise à cadrer la réalisation des prestations est organisée par la personne publique avec le titulaire.

Les pilotes de la prestation et le titulaire du marché s'échangeront tous les renseignements utiles nécessaires à la réalisation des prestations.

Cette réunion aborde notamment :

- l'organisation et la bonne compréhension mutuelle des prestations à mener ;
- les modes de communication et/ou de sollicitation des représentants de l'administration ;
- le suivi des prestations.

Cette réunion est organisée prioritairement dans les locaux de l'Assemblée nationale. À défaut, et sur décision de l'Assemblée nationale, cette dernière pourra être organisée sous forme d'audioconférence ou de visioconférence.

2.2. Réunions semestrielles

Chaque semestre, une réunion est organisée entre l'Assemblée nationale et le titulaire.

Ces réunions permettent de faire le point notamment sur le suivi de l'exécution du marché et sur les gammes de produits proposées dans les distributeurs automatiques.

Le titulaire pourra proposer à l'occasion de cette réunion la modification des gammes de produits des distributeurs. Toutefois les propositions du titulaire restent soumises à l'approbation de l'Assemblée nationale.

Ces réunions sont organisées prioritairement dans les locaux de l'Assemblée nationale. À défaut, et sur décision de l'Assemblée nationale, ces dernières pourront être organisées sous forme d'audioconférence ou de visioconférence.

2.3. Opérations de reporting

Un *reporting* mensuel est fourni par le titulaire, comportant *a minima* les indications suivantes :

- les quantités de produits consommés, par produit et par distributeur ;
- le chiffre d'affaires par gamme de produits et par distributeur ;
- la fréquence des réassorts ;
- le récapitulatif quantitatif et qualitatif des demandes relatives aux pannes ou aux demandes de remboursements (tableau par distributeur) ;
- le récapitulatif quantitatif et qualitatif des interventions liées à la maintenance (par distributeur) ;
- le suivi des déchets liés à l'approvisionnement en produits alimentaires.

Ce reporting est accessible en ligne et/ou sous format type Excel ou équivalent, et transmis *a minima* mensuellement, avant le 15 du mois suivant.

ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EXPLOITATION

3.1. Fluides

L'Assemblée nationale met à disposition du titulaire les prises électriques, l'eau et l'électricité nécessaires au fonctionnement des appareils.

Les frais d'électricité et de consommation d'eau sont pris en charge par l'administration.

3.2. Redevance annuelle

Une redevance d'occupation des locaux est due par le titulaire dans les conditions fixées à l'article 4.4 du CCAP.

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX DISTRIBUTEURS

4.1. Nombre et emplacements des distributeurs

Au démarrage du présent accord-cadre, est attendue la mise à disposition des machines suivantes :

- **Lot 1 : Zone Colbert au Palais Bourbon (3^e étage), 126/128 rue de l'Université 75007 Paris**

Distributeur de boissons chaudes 1	Espace de convivialité E
Distributeur de boissons chaudes 2	Espace de convivialité G
Distributeur de boissons chaudes 3	Espace de convivialité I
Distributeur de boissons fraîches et en-cas 1	Espace de convivialité G
Distributeur de boissons fraîches et en-cas 2	Espace de convivialité J

- **Lot 2 : Immeuble Olympe de Gouges, 35 rue Saint Dominique 75007 Paris**

Machine posée avec module de paiement	1 ^{er} étage - Tisanerie
Distributeur de boissons chaudes 1	Rez-de-chaussée
Distributeur de boissons chaudes 2	5 ^e étage
Distributeur de boissons fraîches et en-cas	3 ^e étage

Les emplacements prévus sont présentés dans **l'annexe 1**.

L'emplacement des distributeurs ne peut être changé par le titulaire.

Durant l'exécution du marché, ces emplacements sont susceptibles de varier. En cas de fermeture temporaire d'un site ou de travaux notamment, l'Assemblée nationale en informera le titulaire et conviendra d'un nouvel emplacement ou du retrait de ou des appareil(s). Le titulaire s'engage à réinstaller le distributeur à la réouverture de l'établissement ou à la fin des travaux.

Un ou des distributeurs supplémentaires pourront être commandés en cours d'exécution. Leur emplacement sera à déterminer.

4.2. Usage des locaux mis à disposition

Le titulaire se voit confier l'occupation de locaux dans les bâtiments de l'Assemblée nationale.

Il ne peut ni en faire un usage anormal, ni exercer ou faire exercer aucune industrie ou commerce autres que ceux prévus au présent marché sous peine de résiliation de celui-ci.

Le titulaire n'est pas autorisé à commercialiser d'autres produits que les boissons et denrées alimentaires telles que définies dans le présent marché. Notamment, le titulaire n'est nullement autorisé, sous peine de poursuites, à commercialiser des boissons alcoolisées, des boissons énergisantes ou du tabac ou tout autre objet ou produits non prévus dans le contrat, des jeux de chance ou de hasard, ni même installer des jeux collectifs ou individuels quel que soit le consommateur.

4.3. Conditions d'implantation

Les distributeurs automatiques sont mis en dépôt. Le titulaire les exploite à ses frais, risques et périls et conformément à la réglementation en vigueur, notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

Lors de ses interventions sur les différents sites (réapprovisionnement ou interventions techniques), il devra se conformer au règlement de sécurité de l'Assemblée nationale.

Le titulaire assure :

- la livraison et l'installation des distributeurs automatiques aux emplacements prévus ;
- la mise en service et les essais de bon fonctionnement ;
- la maintenance préventive et curative des distributeurs automatiques et de leurs moyens de paiement (pièces et main d'œuvre) ;
- le réglage, le paramétrage et la configuration des distributeurs automatiques et de leurs moyens de paiement ;
- l'entretien de manière à maintenir le matériel en parfait état de fonctionnement et de propreté ;
- les visites périodiques réglementaires en matière de sécurité ;
- l'approvisionnement quantitatif et qualitatif, continu et régulier en produits des distributeurs automatiques.

Comme indiqué à l'article 3.1 du présent CCTP, l'Assemblée nationale fournit l'alimentation en électricité et en eau, le cas échéant, des appareils. Elle ne pourra cependant pas être tenue pour responsable en cas de non distribution des fluides, du fait de pannes ou coupures dans les locaux ou de tout autre motif de non-distribution indépendant de sa volonté ou consécutif à un cas de force majeure.

4.4. Usagers des distributeurs

Les usagers des distributeurs sont majoritairement les personnes (députés et collaborateurs, personnels de l'Assemblée nationale) occupant les locaux de l'Assemblée nationale et minoritairement des personnes extérieures invitées.

Le niveau de consommation des produits varie fortement durant l'année en fonction du calendrier de l'activité parlementaire :

- celle-ci est suspendue une semaine en hiver (février), deux semaines au printemps (avril), de 4 à 8 semaines en été (août et septembre), et deux à trois semaines en hiver (fin décembre - début janvier) ;
- elle est suspendue en cas d'élections législatives. Sauf élections anticipées, les prochaines élections législatives sont prévues au premier semestre 2029.

Il varie également fortement en fonction des jours de la semaine, l'activité parlementaire étant principalement concentrée sur les mardis, mercredis et jeudis.

À titre d'information :

Lot 1 « Zone Colbert » :

Nombre d'occupants potentiels sur la zone considérée : 200 personnes

Lot 2 « Olympe de Gouges » :

Nombre d'occupants potentiels sur la zone considérée : 234 personnes

4.5. Caractéristiques techniques des distributeurs

4.5.1. Esthétique

Les appareils de distribution devront satisfaire à une exigence de qualité et d'insertion harmonieuse dans les espaces réservés à cet effet, notamment en ce qui concerne :

- Les dimensions,
- L'habillage des machines,
- La décoration,
- La couleur,
- L'éclairage,
- La signalétique.

Toute modification d'ordre esthétique ou fonctionnel est soumise à l'accord préalable et écrit de l'Assemblée nationale.

En aucun cas, les services de l'Assemblée nationale n'interviendront sur les distributeurs. C'est le titulaire seul qui sera en charge de leur gestion. Il offrira donc une prestation globale.

Attention :

Lot 2 : Immeuble Olympe de Gouges

Dans la tisanerie située au 1^{er} étage du bâtiment, est attendue une **machine de boissons chaudes avec module de paiement posée** sur un mobilier préexistant. Les contenants (gobelets) seront mis à disposition des usagers sur le côté de la machine.

4.5.2. Normes et état

Les distributeurs doivent répondre, ou être équivalents, aux normes françaises homologuées et aux spécifications techniques établies par les groupes permanents d'études des contrats. Les normes applicables sont celles en vigueur à la date de signature de chaque mise à disposition des distributeurs.

Les équipements et consommables utilisés répondent strictement aux conditions d'hygiène et sécurité en vigueur, définies par l'arrêté du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et denrées alimentaires autres que les produits d'origine animale et les denrées alimentaires en contenant.

Le maintien des distributeurs à la température prescrite est assuré en permanence.

Le titulaire doit s'assurer que ses installations sont conformes aux normes de sécurité applicables pour les établissements recevant du public.

4.5.3. Fonctionnement

Les appareils installés doivent être neufs ou en excellent état de fonctionnement, et adaptés aux emplacements proposés.

Ils doivent fonctionner de manière automatique et permettre d'accéder à l'offre de restauration 7 jours sur 7 et 24 h sur 24.

Ils doivent être résistants, impossibles à déplacer manuellement et à secouer afin d'éviter toute dégradation des sites et machines. Ils doivent être conçus, construits, installés, nettoyés, entretenus et utilisés de manière à éviter la contamination des denrées alimentaires, y compris du fait de la présence d'insectes ou d'autres animaux.

Les parties des distributeurs destinées à être en contact avec les produits doivent être parfaitement entretenues, faciles à nettoyer et à désinfecter.

Les distributeurs sont d'utilisation simple et permettent une sélection claire des produits. Ils comportent un affichage des prix et effectuent, le cas échéant, un rendu exact de la monnaie. Les prix affichés devront être les mêmes sur l'ensemble des distributeurs par article.

Les distributeurs devront être accessibles afin d'être utilisables également par les personnes à mobilité réduite.

4.5.4. Moyens de paiement

Les distributeurs doivent être équipés pour permettre, *a minima*, aux usagers de payer :

- par un mode de paiement traditionnel (monnayeur),
- par carte bancaire sans contact,
- et par carte bancaire avec lecture de puce.

Les distributeurs de boissons chaudes doivent en outre être équipés d'un détecteur de contenant (tasse ou mug) permettant l'application d'une remise sur le prix d'achat de la boisson.

Le montant de cette remise est celui indiqué par le titulaire dans la grille tarifaire transmise à l'appui de son offre.

4.6. Installation des distributeurs

Les distributeurs et les consommables doivent être livrés et installés sur les sites listés à l'article 4.1 du présent CCTP.

Les consommables (boissons et denrées) doivent être livrés et installés dans les machines dans un délai maximum de deux (2) jours ouvrés à compter de l'installation des distributeurs.

Un état des lieux contradictoire et un procès-verbal de réception des appareils sont réalisés une fois l'approvisionnement en consommables effectué.

Pour le lot 1 « Zone Colbert », les appareils doivent être livrés, installés et mis en service dans un délai d'un (1) mois maximum à compter de la réception de la demande formulée par un bon

de commande, sauf délai plus favorable indiqué dans l'offre du titulaire. À titre prévisionnel, la commande correspondante à l'installation du parc décrit à l'article 4.1 interviendra dans un délai de moins de 15 jours après la notification du marché.

Pour le lot 2 « Immeuble Olympe de Gouges », les appareils commandés devront être installés et opérationnels à compter du 8 juin 2026.

4.7. Approvisionnement des appareils

Le titulaire s'engage à assurer un approvisionnement permanent et régulier des appareils et à proposer une gamme de produits variés, de qualité, conformes aux normes d'hygiène, de vente de denrées alimentaires et de santé publique en vigueur, notamment au regard de la réglementation relative à la durée de vie des denrées alimentaires.

Le titulaire s'engage à s'organiser pour que les appareils soient approvisionnés au minimum à **80 % de leur capacité les lundi, mardi, mercredi et jeudi.**

L'approvisionnement des appareils se fait au moyen de véhicules adaptés, répondant à la législation en vigueur pour le transport de ce type de produits.

Il garantit la qualité des produits mis à la distribution par un contrôle régulier des dates de péremption.

Suite à une demande formulée par les services de l'Assemblée nationale, le titulaire dispose de quarante-huit (48) heures ouvrées pour approvisionner un distributeur au niveau attendu.

Le non-respect par le titulaire de ses obligations en matière d'approvisionnement des distributeurs fait l'objet de l'application des pénalités prévues à l'article 12.2 du CCAP.

Les interventions doivent respecter le cadre de sécurité applicable à l'Assemblée nationale. L'accès aux locaux pour les approvisionnements n'est autorisé que pour le personnel désigné par le titulaire et dûment assermenté par les services de l'Assemblée nationale.

4.8. Nettoyage et entretien

À ses frais, le titulaire est tenu de maintenir en état de propreté constante les espaces mis à disposition ainsi que leurs abords immédiats.

Il prend à sa charge le nettoyage et l'entretien régulier des appareils, garantissant aux consommateurs une hygiène irréprochable des installations.

L'évacuation des déchets provenant du nettoyage des distributeurs automatiques, des cartons, des emballages et conditionnements des réapprovisionnements, est à la charge du titulaire.

4.9. Maintenance et réparation

À ses frais, le titulaire est chargé d'assurer la maintenance complète de chaque appareil (pièce et main d'œuvre).

Il s'engage à assurer ou faire assurer une maintenance technique tant préventive des équipements installés, que curative (intervention en cas de dysfonctionnement, avarie,

dégradation ou pour tout remplacement de pièces détachées défectueuses), de manière que chaque appareil assure en permanence et en toute sécurité le service auquel il est destiné.

En cas d'appareil défectueux, le titulaire prend l'engagement d'une intervention dans les plus brefs délais pour procéder aux réparations, ce délai ne pouvant excéder **deux (2) (jours ouvrés)** à compter du signalement de la panne, sous peine de l'application de la pénalité prévue à l'article 12.2 du CCAP.

Si l'appareil ne peut pas être réparé, il doit être retiré et remplacé par un appareil offrant les mêmes services dans un délai maximum de **sept (7) jours ouvrés**, sous peine de l'application de la pénalité prévue à l'article 12.2 du CCAP.

Les interventions doivent respecter le cadre de sécurité applicable à l'Assemblée nationale. L'accès aux locaux n'est autorisé que pour le personnel désigné par le titulaire et dûment assermenté par les services de l'Assemblée nationale.

4.10. Déménagement

La personne publique se réserve la possibilité de modifier les lieux d'implantation et le nombre d'appareils en cours d'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage, en cas de déménagement ou de changement d'emplacement, à assurer le déménagement du distributeur.

4.11. Retrait du matériel en cours d'exécution et en fin du marché

Si le titulaire souhaite reprendre son matériel en cours de marché, cette reprise ne peut avoir lieu qu'après accord de l'administration et sous réserve de la proposition d'un matériel plus adapté aux besoins des utilisateurs.

En fin d'exécution d'un bon de commande ou de l'accord-cadre, quelle qu'en soit la cause (échéance du contrat, non-reconduction, résiliation), le titulaire s'engage à :

- reprendre l'ensemble des distributeurs au(x) lieu(x) et à la (aux) date(s) indiqués par l'administration,
- laisser les locaux en état normal d'entretien et de fonctionnement,
- restituer la documentation technique, plans et schémas transmis lors de la mise en place ou en cours d'exécution du contrat et ceux mis à jour, suite aux modifications des installations réalisées par le titulaire,
- fournir tous les documents et fichiers d'exploitation établis par le titulaire en cours de contrat. Les fichiers seront au format WORD ou EXCEL et seront remis de manière dématérialisée (envoi dématérialisé ou sous forme de clé USB),
- restituer les moyens et les fournitures mis à sa disposition par la personne publique,
- établir un procès-verbal contradictoirement avec l'Assemblée nationale, de l'état des lieux et des équipements.

À l'issue du marché, le retrait des distributeurs intervient dans un délai défini en lien avec le représentant de la personne publique.

Un état des lieux contradictoire et un procès-verbal de restitution des appareils seront réalisés.

En cas de désaccord, le litige sera tranché par un expert professionnel désigné d'un commun accord entre l'administration et le titulaire.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRODUITS VENDUS

5.1. Objectifs

L'Assemblée nationale s'engage pour promouvoir une alimentation saine et durable. Dans cette démarche, elle veille tout particulièrement à la qualité nutritionnelle et diététique des produits proposés.

Ces produits devront avoir des caractéristiques favorisant la santé et le bien-être, privilégiant des critères tels que :

- Origine naturelle : des produits non transformés ou peu transformés, issus de l'agriculture biologique ou durable ;
- Composition nutritive : des aliments riches en nutriments, pauvres en additifs chimiques, sucres raffinés, graisses saturées et autres ingrédients nocifs ;
- Absence de substances controversées : pas d'OGM, pesticides, conservateurs ou colorants artificiels ;
- Soutien à des pratiques durables : priorisation des circuits courts, des producteurs locaux, et des pratiques respectueuses de l'environnement ;
- Transparence : mise en avant de la traçabilité des produits, des labels de qualité et des certifications garantissant leur caractère sain.

Ces distributeurs répondent ainsi à une demande croissante de consommateurs soucieux de leur santé et de l'impact environnemental de leur alimentation. Le titulaire doit pouvoir justifier de la traçabilité de l'ensemble des produits livrés.

5.2. Caractéristiques des produits vendus

Les distributeurs de **boissons chaudes**, avec libre choix du dosage du sucre, offrent plusieurs catégories de boissons dont *a minima* :

- un café expresso en grains ;
- un café long en grains ;
- un café décaféiné ;
- un cappuccino ;
- une déclinaison de boissons chocolatées et lactées ;
- un thé (nature, citron ou menthe),

Par défaut, le dosage du sucre doit être réglé sur 0.

L'offre des distributeurs de **boissons fraîches et denrées alimentaires** doit être diversifiée et obligatoirement proposer les choix suivants :

- **Gamme de boissons fraîches** (en canette ou en bouteille) :
 - eaux gazeuses ;
 - eaux minérales plates et aromatisées ;
 - jus de fruits ;
 - sodas dont sodas sans sucre ou à faible valeur énergétique.

Les boissons alcoolisées ne sont pas autorisées.

- **Gamme de denrées alimentaires** :
 - fruits secs à croquer ;
 - barres de céréales ;
 - petits biscuits, cookies ou gâteaux de type artisanal ;
 - compotes ;
 - yaourts à boire ;
 - barres chocolatées.

Seules deux références de barre chocolatée sont autorisées par distributeur.

Les produits peu transformés sont privilégiés.

Le titulaire propose également :

- au moins un **type de boisson chaude issu du commerce équitable** (exemple café éco-labellisé) par machine ;
- et au minimum **30 % de produits dits « sains »** hors eau (produits issus de l'agriculture biologique et/ou allégés en sucres et/ou sans sucres ajoutés, Nutri-score compris entre A et B, fabrication artisanale...) pour les distributeurs de boissons fraîches/denrées alimentaires. La typologie, la nature et la marque des produits proposés sont évolutives, notamment en fonction des consommations constatées. En fonction de la consommation réelle des produits, le titulaire formulera des propositions pour faire évoluer l'offre de produits et répondre ainsi aux attentes des utilisateurs tout en privilégiant une offre de produits dits « sains ».

Les produits distribués sont de qualité et répondent à toutes les prescriptions relatives à la protection des aliments et aux normes d'hygiène et de santé publique.

La personne publique se réserve la possibilité d'interdire ou de faire retirer un ou plusieurs produits de la distribution.

5.3. Étiquetage

Les produits doivent répondre aux exigences du Règlement (UE) n° 1169/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires.

5.4. Hygiène et sécurité alimentaire

Toutes les matières premières, les ingrédients, les produits intermédiaires et les produits finis doivent être manipulés, stockés, emballés, exposés et remis au consommateur dans des

conditions évitant toutes détériorations et contaminations susceptibles de les rendre impropres à la consommation humaine ou dangereux pour la santé.

Ils sont, jusqu'à leur présentation aux consommateurs, conservés à des températures limitant leur altération et plus particulièrement le développement de micro-organismes pathogènes ou la formation de toxines à des niveaux susceptibles d'entraîner un risque pour la santé.

La température doit être préservée entre 0 °C et 2 °C pour les distributeurs automatiques de boissons fraîches.

Chaque produit fourni par le titulaire doit comporter l'indication de la date limite de consommation (DLC) ou la date de durabilité minimale (DMM).

Chaque produit doit porter une étiquette visible et lisible présentant l'ensemble des informations requises par la réglementation en vigueur.

Le titulaire veille à se conformer à la réglementation en vigueur, même si celle-ci est modifiée en cours d'exécution du marché. Il est seul responsable de la continuité de la chaîne du froid selon les règlements en vigueur.

Afin de respecter les normes d'hygiène en vigueur, le titulaire doit utiliser pour le transport des containers adaptés pour les livraisons en véhicules conformes.

5.5. Dispositions relatives aux prix des produits

Les recettes issues de la vente des boissons et denrées alimentaires sont perçues directement et en totalité par le titulaire.

La tarification des produits proposés à la vente doit être détaillée en annexe du cadre de réponse technique remis.

Elle doit être définie produit par produit.

Un même produit doit être proposé à un tarif identique quel que soit son emplacement de distribution.

Le prix des boissons chaudes ne doit pas excéder 0,60 € TTC.

Ce plafond pourra être revalorisé à l'issue de la deuxième année d'exécution du marché sur présentation de justificatifs portant sur l'évolution des prix publics des produits et des résultats d'exploitation des appareils.

Lorsque le consommateur utilise une tasse ou un mug, le titulaire fait application de la remise prévue dans la grille tarifaire. Comme indiqué à l'article 4.5.4, les distributeurs de boissons chaudes doivent à cette fin être équipés d'un détecteur de contenant.

Les prix pratiqués doivent être visibles lors de la commande.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales et autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison des produits, ainsi que tous ceux liés aux appareils et services proposés.

Aucun frais annexe ne sera facturé à la personne publique ou au consommateur.

Les prix de vente des boissons et denrées distribuées par les appareils sont fixés pour une période d'un an au terme de laquelle ils pourront être révisés par ajustement et sur présentation d'une nouvelle grille tarifaire en fonction de l'évolution du prix public des produits et des justificatifs afférents. À cette occasion, le contenu de la grille pourra être également actualisé pour y intégrer de nouvelles références de produits.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo (mois zéro), correspondant au mois de la date limite de remise des offres. Ils peuvent être révisés à la date anniversaire de notification du marché, à la demande du titulaire. Le cas échéant, le titulaire notifie sa demande de révision de prix au plus tard un (1) mois avant la date anniversaire du marché par courrier recommandé avec accusé de réception postal adressé au représentant du pouvoir adjudicateur, en précisant le numéro du présent marché.

Le titulaire joint à sa demande de révision une nouvelle grille tarifaire révisée. La personne publique dispose d'un mois pour agréer ou refuser la demande présentée par le titulaire. Passé ce délai, son silence vaut acceptation des nouveaux tarifs. Le prix de règlement déterminé reste fixe entre chaque révision.

L'évolution des prix de règlement est limitée à une augmentation de cinq pour cent (5 %) sur la durée totale du marché (4 ans). Cette augmentation est appréciée sur la base d'une assiette représentant au moins 80 % du volume de vente des boissons et denrées au cours de la période considérée.

En cas de dépassement de ce plafond, l'acheteur se réserve le droit de résilier le présent accord-cadre sans que le titulaire ne puisse élever une quelconque réclamation ou prétendre à des dommages et intérêts.

ARTICLE 6 - EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

En application des décrets n°2019-1451 du 24 décembre 2019 et n°2020-1828 du 31 décembre 2020 relatifs à l'interdiction de certains produits en plastique à usage unique et qui rendent applicables les différentes dispositions de l'article 28 de la loi du 30 octobre 2018 (dite loi « EGALIM »), **le titulaire du marché utilise dans ses distributeurs automatiques des consommables (gobelets et spatules) respectueux de l'environnement.**

De plus, il veille à réduire l'impact environnemental des appareils et des produits proposés. Dans un souci de maîtrise des consommations énergétiques, il propose ainsi des appareils justifiant d'une consommation d'eau et d'énergie réduite avec possibilité de mise en veille programmée ou automatique.

Le titulaire propose également un dispositif écologique « sans gobelet » pour les boissons chaudes avec un avantage tarifaire pour les usagers qui utilisent leur propre contenant pour l'achat de boissons chaudes.

Le titulaire favorise la vente des produits contenant le moins d'emballage possible.
Le titulaire assure également le recyclage et la valorisation des déchets issus de ses livraisons.
Enfin, il est rappelé qu'un cas de force majeure ne constitue pas un argument pour s'affranchir des obligations de la présente clause environnementale.

* * *

**ANNEXE 1 A : LOCALISATION DES DISTRIBUTEURS DANS LA
ZONE COLBERT AU PALAIS BOURBON (LOT 1)**

Fichier PDF intitulé CCTP_Annexe 1 A

**ANNEXE 1 B : LOCALISATION DES DISTRIBUTEURS AU SEIN DE
L'IMMEUBLE OLYMPE DE GOUGES (LOT 2)**

Fichier PDF intitulé CCTP_Annexe 1 B